



**AVENANT N° 3  
A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS**

**VILLE DE DIJON - ASSOCIATION RISK**

**Année 2022**

**Entre d'une part,**

La VILLE DE DIJON, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 30 janvier 2023, et par délégation l'Adjointe à la culture, à l'animation et aux festivals, ci-après désignée « la Ville »,

**Et d'autre part,**

L'Association RISK, représentée par son président, Monsieur Julien Joubert, association régie par la loi du 1er juillet 1901 (n° SIRET 53831421200043), dont les statuts ont été déposés à la Préfecture de la Côte-d'Or le 12 janvier 2004 et dont le siège est situé 16 rue Général Henri Delaborde à Dijon (21000), ci-après désignée par les termes « l'Association »,

IL EST CONVENU ce qui suit :

**Préambule**

Considérant que par délibération du 22 mars 2021, la Ville a approuvé la conclusion d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec l'Association, pour la période 2021-2023. Considérant que cette convention prévoit le versement par la Ville, à l'Association, d'une subvention annuelle de fonctionnement.

Considérant que l'Association souhaite proposer, durant l'année 2024, une exposition autour des musiques électroniques.

Considérant qu'elle sollicite de ce fait une subvention complémentaire.

La convention n°21-248 du 12 mai 2021 est donc complétée comme suit.

**ARTICLE 1**

**L'article 4 relatif au montant de la subvention est ainsi complété.**

Pour l'année 2022, la Ville versera à l'Association une **subvention complémentaire de 18 000 €** afin de financer l'organisation d'une exposition autour des musiques électroniques qui aura lieu durant l'année 2024.

## **ARTICLE 2**

**L'article 5 relatif aux modalités de versement de la subvention est ainsi complété.**

La subvention complémentaire sera mandatée selon l'échéancier suivant :

- 80%, soit la somme de 14 400 €, dès que le présent avenant sera devenu exécutoire,
- le solde (20%), soit la somme de 3 600 €, sous réserve du respect des conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 4 de la convention.

Conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, modifié par la loi n°2021-875 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 visant à améliorer la trésorerie des associations, en cas d'excédent dégagé par l'Association sur l'action réalisée, le solde de la subvention sera :

- . soit diminué à hauteur de la totalité de cet excédent,
- . soit versé en partie à l'Association,
- . soit versé en totalité à l'Association.

Dans les deux derniers cas, l'Association devra en faire la demande expresse et justifiée à la Ville, lors de la transmission des justificatifs prévus à l'article 6 de la convention.

La subvention sera créditée sur le compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

## **ARTICLE 3**

**L'article 7 relatif aux autres engagements est ainsi modifié.**

**7.5** La loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, a institué le contrat d'engagement républicain. Son décret d'application n°2021-1947 du 31 décembre 2021 approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État, en détermine le contenu.

Conformément à la loi du 24 août 2021 précitée, l'Association, en souscrivant au contrat d'engagement républicain lors du dépôt de ses demandes de subventions, s'engage :

- « 1° à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;
- 2° à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;
- 3° à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Comme le précise également le décret d'application susvisé, l'Association « en informe ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site Internet, si elle en dispose ». Elle veille à ce que les engagements qu'elle a souscrits dans le contrat d'engagement républicain, soient respectés « par ses dirigeants, ses salariés, ses membres et ses bénévoles ».

Tout manquement aux engagements souscrits au titre dudit contrat, commis entre la date à laquelle la subvention a été accordée et le terme de la période définie par la Ville en cas de subvention de fonctionnement ou l'issue de l'action subventionnée en cas de subvention affectée, est de nature à justifier le retrait de cette subvention. Le retrait portera alors « sur un montant calculé au prorata de la partie de la période couverte par la subvention qui restait à courir à la date du manquement ». Les mêmes règles sont applicables aux subventions en nature.

**L'article ci-dessus annule et remplace l'article 7.5 de la convention initiale.**

**ARTICLE 4**

Le présent avenant est conclu au titre de l'année 2022.

**ARTICLE 5**

Les autres dispositions de la convention n°21-248 du 12 mai 2021 demeurent inchangées.

Fait à Dijon, le

Pour l'Association RISK  
Le Président,

Pour la VILLE DE DIJON, le Maire,  
Pour le Maire, l'Adjointe déléguée  
à la Culture, à l'Animation et aux Festivals,

Julien JOUBERT

Christine MARTIN